Bécassine et la méga bassine.

Posté le : 12 novembre 2022 17:27 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente

Lorsqu'on examine les réclamations violentes portées par les mouvements autoproclamés de sauvegarde de la terre contre les méchants inconscients qui veulent la tuer et avec elle toutes les beautés animales de la création, on trouve toujours des prémisses acceptables, presque raisonnables. Mais dès qu'on creuse un peu, on entre dans le monde fantasmagorique de la bêtise délirante aux conséquences navrantes voire abominables.

Prenons le discours hostile aux « méga bassines », ces retenues d'eau destinées à l'agriculture. « Pourquoi devrait-on accepter que l'on crée à grands frais des retenues d'eau pour 12 agriculteurs qui n'en paieront rien, au mépris des zones naturelles qui seront gâchées et perdront une partie de leur diversité, 12 exploitants qui iront chercher l'eau dans les nappes phréatiques, qui est un bien commun qui devient rare, au détriment du reste de la population et tout cela pour fabriquer du maïs qui sert à l'élevage de vaches qui pètent et qui rotent, et produisent du méthane, le pire gaz à effets de serre, aggravant la crise climatique provoquée par l'homme en stimulant une surconsommation dommageable aux individus comme à la planète ».

Tout cela paraît plutôt raisonnable. La grande presse, toujours mobilisée pour servir le bien de l'humanité, a repris ce discours avec une bienveillance totale et répétitive, sans aucune discussion ni réserve.

Créer un écosystème fondé sur la subvention et pas sur la rentabilité est discutable.

Détruire des biens communs mal renouvelables, comme l'eau des nappes phréatiques pour des intérêts particuliers est discutable.

Investir tant d'argent public pour 12 personnes, c'est discutable.

Manger trop de viande est bien mauvais pour la santé, c'est indiscutable.

Il serait impossible de fournir de la viande à l'ensemble de la population mondiale si elle monte à 10 ou 12 milliards d'individus, c'est indiscutable.

On pourrait en rester là, empêcher de construire la bassine et partir se coucher, heureux et le cœur léger d'être aussi bon et conscientisé, dans un nid douillet en centre-ville !

Un détail reste à régler : pourquoi toutes les autorités de régulation ont-elles choisi après moult discussions et arbitrages de se lancer dans l'opération récemment contestée violemment et pourquoi s'apprêtent-elles à multiplier ces équipements ?

Là intervient le gros mot qui fait peur : contextualisation. Toute action s'inscrit dans un contexte. Ignorer le contexte interdit de comprendre (cum prehendere) la situation et des évidences peuvent alors devenir des sottises éhontées, source de comportements ignominieux.

Considération n° 1 : L'Union européenne est la première puissance agricole mondiale. En 2019, la production agricole du continent représente environ 418 milliards d'euros, selon un rapport de la Commission européenne. L'État y contribuant le plus est la France (18 % du total de l'UE), suivie de l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, la Pologne et la Roumanie. Ensemble, ces sept États membres représentent plus des trois quarts de la production agricole totale de l'UE.

L'agriculture est donc un secteur stratégique pour l'Europe et pour la France. Attention !

Considération 2 : Céréales, produits laitiers, bovins vivants, sucre, les grands postes d'exportation ont régressé face à une production étrangère qui progresse en qualité et volume. Pour la première fois depuis la guerre, le solde des échanges agroalimentaires de la France avec le reste de l'Union européenne est devenu négatif, selon l'Inra. Avec 38,1 milliards d'euros d'exportation (21,7 milliards hors UE) en 2018, l'hexagone est parvenu à un plateau (+2 % depuis 2011) alors que les importations en provenance des pays voisins ont progressé de 24 % (38,4 milliards d'euros).

La France perd des parts de marché agricole et sa compétitivité internationale baisse. Attention !

Considération 3 : Depuis 1950, la surface agricole utilisée (SAU) de la France recule (- 17 %). Le nombre de paysans est passé de 1 400 000 à 400.0000 entre 1960 et aujourd'hui. Dans les 20 dernières années le recul de la population vivant de l'agriculture a été de 50 %. La désertification de régions entières est devenue préoccupante. Pour conserver un revenu comparable à celui des urbains, les agriculteurs sont obligés à un double mouvement : étendre la taille des exploitations et devenir plus productifs. Les femmes ont largement déserté les campagnes et l'âge moyen des exploitants est de 50 ans. À chaque décès, la propriété se concentre. À horizon court, près de la moitié des exploitants va disparaître et le remplacement n'est pas acquis.

Les 12 agriculteurs seront 6 en 2040, 3 en 2060, 2 en 2 080 et 1 en 2100, horizon bien connu des écologistes du Giec. Ou zéro à court terme si on ne laisse pas un chemin d'augmentation de revenu aux exploitants. En vérité, l'évolution est plus compliquée que cela : l'exploitation familiale est remplacée par des entreprises qui embauchent des salariés permanents ou saisonniers. Le nombre des salariés agricoles baisse beaucoup moins que celui des exploitants familiaux. Le culte du paysan familial, petit exploitant sacré et protégé par les juges et le régime quasi communiste mis en place à la Libération est une foutaise. La ferme où l'auteur de ses lignes allait dans les années cinquante possédait trois hectares dans des zones difficiles, 2 chevaux de trait et 10 vaches. Les trois champs sont en jachère, les vaches et les chevaux ont disparu et la ferme est devenue une part de lotissement. En 10 ans la taille d'une exploitation moyenne est passée 55 à 69 hectares. En 2050, on sera sans doute à 100 hectares gérés par une entreprise ou un ou groupement quelconque. En 2100, l'exploitation de moins de 200 hectares sera l'exception.

Considération 4 : 450 milliards de m3 d'eau pleuvent sur la France en un an dont 10 % environ sont **prélevés. Une retenue d'eau comme celle qui est contestée à Sainte Soline contient** 627 868 m3. On peut penser qu'environ 200 retenues d'eau de ce genre seront mises en place en France dans les 5 années à venir, qui concerneraient 140 millions de m3 soit 0,3 % de la ressource pluviométrique annuelle. C'est minuscule. Si les retenues n'existaient pas il faudrait prendre tout dans la nappe phréatique ! Ou arrêter l'exploitation.

Considération 5 : la construction de retenues d'eau est acceptée en contrepartie de nombreuses conditions portant à la fois sur les aménagements complémentaires et les conditions de l'exploitation, afin d'obtenir des produits plus sains en abîmant moins le territoire agricole et les environs.

Résumons-nous : l'agriculture est un des gros actifs européens et français. Ce trésor s'érode et en France il est menacé par une mauvaise compétitivité, l'exode rural, et la prolétarisation de l'exploitation familiale traditionnelle. Dans ce contexte, il devient nécessaire d'organiser une gestion de la propriété et de l'utilisation des ressources différente du modèle historique, avec des entreprises agricoles de grandes tailles garantissant le revenu des acteurs, des moyens productifs et une meilleure récupération des eaux pluviales. Sinon, c'est l'effondrement d'une activité nationale stratégique et la généralisation de zones agricoles prolétarisés et désertées. Une meilleure capture de l'eau de pluie est indispensable en temps de réchauffement climatique, en même temps qu'une

amélioration des pratiques.

Une politique de retenue d'eau est donc raisonnable et ses inconvénients pratiquement nuls. Ne pas le faire serait une catastrophe qui ruinerait un peu plus le pays sans raison valable. Toutes les filières agricoles ont leur intérêt et doivent être renforcées le plus possible.

La contextualisation permet de recentrer les débats sur les questions fondamentales. Ce qui, à vue de nez était de l'ordre de la réflexion légitime, avec une vision plus large, devient une option désastreuse à éviter absolument. Quand, de surcroît, ces sottises sont exprimées avec des violences inacceptables et provoquent des blessés et des dégâts, on entre dans le monde de l'ignominie anti démocratique et la haine des Savonarole, exploitée par des mouvances anticapitalistes d'extrême-gauche, hostiles à la liberté et à la prospérité, qui reprennent à leur compte l'action des troïkas lancées par Staline contre le monde paysan. Rappelons qu'entre 1929 et 1934, ces salopards ont tué environ 10 millions de paysans et ruiné l'agriculture de l'Ukraine et de la Russie pour 75 ans. Le régime communiste est tombé : l'agriculture est redevenue triomphante.

On part d'un meilleur régime alimentaire avec moins de protéines animales et le respect des grenouilles et des vers de terre, et on en revient à l'histoire du pire génocide du XXe siècle !

C'est tout le problème écolo : on passe de Greenpeace et la prétendue défense globale du bien de l'humanité à EELV et l'extrême gauche anti capitaliste, révolutionnaire et violente, en trompant Bécassine qui ne sait pas trop reconnaître des mégas fascistes de la plus belle eau !

Reprenons en chœur : « Bécassine c'est ma copine. Elle en veut, des mégas bassines ! »